

<b>Requesting Organization :</b>	Cooperazione Internazionale - COOPI				
<b>Allocation Type :</b>	Allocation standard 2				
<b>Primary Cluster</b>	<b>Sub Cluster</b>	<b>Percentage</b>			
Education		100			
		<b>100</b>			
<b>Project Title :</b>	Promotion de l'accès à l'éducation pour les jeunes et adolescents vulnérables à Bria, Ippy et axe.				
<b>Allocation Type Category :</b>					
<b>OPS Details</b>					
<b>Project Code :</b>		<b>Fund Project Code :</b>	CAR-15/HCF10/9/EDU/INGO/1354		
<b>Cluster :</b>		<b>Project Budget in US\$ :</b>	373,770.13		
<b>Planned project duration :</b>	9 months	<b>Priority:</b>			
<b>Planned Start Date :</b>	01/09/2015	<b>Planned End Date :</b>	31/05/2016		
<b>Actual Start Date:</b>	01/09/2015	<b>Actual End Date:</b>	31/05/2016		
<b>Project Summary :</b>	<p>Le projet proposé veut contribuer à répondre à la crise complexe et continue de la RCA avec une intervention d'urgence d'éducation protectrice pour les groupes plus vulnérables de Bria, Ippy et axe. Le projet contribue à atteindre le deuxième objectif stratégique du SRP 2015 d'augmenter la protection des civiles y compris leurs droits fondamentaux en particulier ceux des enfants et des femmes. Les Préfectures de la Ouaka et de la Haute-Kotto, fief des rebelles ex Séléka, ont particulièrement été touchée par la crise. Les villes de Ippy et Bria et les villages de l'axe, connaissent depuis les derniers mois des importants mouvements des populations qui engendrent des lourdes conséquences en terme de besoins humanitaires et de risques pour la protection des populations vulnérables, tandis que la présence réduite d'acteurs humanitaires rend la réponse très difficile. Le projet vise à donner une réponse multi sectorielle pour la promotion de l'accès à l'éducation pour les jeunes filles/garçons et adolescents désœuvrés et/ou qui n'ont jamais bénéficié d'opportunités éducatives. La formation professionnelle vise à favoriser l'autonomisation des jeunes et adolescents, tant pour les filles que pour les garçons, en réduisant leur vulnérabilité et le risque de délinquance et d'enrôlement où re-enrôlement dans les groupes armées. Donner à ces jeunes des alternatives valables et durables pour leur futur justifie le caractère d'urgence de l'intervention proposée. La réinsertion des filles, garçons, jeunes et adolescents plus vulnérables implique aussi de travailler pour l'éducation à la paix avec la participation de la communauté comme vecteur de reconstruction de la société centrafricaine. Les actions prévues dans le projet sont:</p> <p>Éducation de base (alphabétisation, calcul) et compétences pour la vie pour les adolescents et jeunes en dehors du système scolaire dans les villes de Ippy et Bria;</p> <p>Formations professionnelles des adolescents et jeunes en dehors de l'école et désœuvrés dans les villes de Ippy et Bria;</p> <p>Développement des activités d'AGR collectifs et/ou individuels et appui à la réinsertion;</p> <p>Éducation à la paix et sensibilisation communautaire pour la cohésion sociale et l'éducation à la paix dans l'axe Ippy-Bria et villes.</p>				
<b>Direct beneficiaries :</b>					
<b>Men</b>	<b>Women</b>	<b>Boys</b>	<b>Girls</b>	<b>Total</b>	
4,503	4,503	450	500	9,956	
<b>Other Beneficiaries :</b>					
<b>Beneficiary name</b>	<b>Men</b>	<b>Women</b>	<b>Boys</b>	<b>Girls</b>	<b>Total</b>
Host Communities	3,377	3,377	338	375	7,467
Internally Displaced People	1,126	1,126	112	125	2,489
<b>Indirect Beneficiaries :</b>					
15.000 ménages (estimation de la population de Bria et Ippy) et les populations des villages de l'axe Ippy-Bria.					
<b>Catchment Population:</b>					
<b>Link with allocation strategy :</b>					

Le projet proposé veut contribuer à répondre à la crise complexe et continue de la RCA avec une intervention d'urgence d'éducation protectrice pour les groupes plus vulnérables de Bria, Ippy et axe. Le projet contribue à atteindre le deuxième objectif stratégique du SRP 2015 d'augmenter la protection des civiles y compris leurs droits fondamentaux en particulier ceux des enfants et des femmes. Le projet répond aux priorités sectorielles établies par le cluster éducation concernant les zones d'intervention et les activités à réaliser. En effet le projet cible les sous-Préfectures de Bria et Ippy, identifiées en tant que zone prioritaire pour l'urgence dans le HNO et dans le Document de la stratégie de la 2ème allocation standard. En effet, le centre, le nord, l'est et les axes secondaires du Pays, restent marqués par les violences, l'insécurité, le déplacement temporaire de personnes avec des lourdes conséquences sur l'éducation : écoles fermées, occupées, élèves et enseignants déplacés. Les activités prévues ciblent les jeunes et les adolescentes plus vulnérables et à risque, notamment les désœuvrées et/ou ceux qui n'ont jamais bénéficié d'opportunités pour leur futur et qui risquent de rester en dehors du système éducatif et du monde du travail. Le projet est en ligne avec le Programme d'Urgence et de Relèvement Durable (PURD) élaboré par le Gouvernement de transition e la RCA dans son objectif de fournir une assistance multisectorielle aux plus vulnérables.

**Sub-Grants to Implementing Partners :**

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$

**Other funding secured for the same project (to date) :**

Other Funding Source	Other Funding Amount

**Organization focal point :**

Name	Title	Email	Phone
Alessandro Ponti	Chef de Mission	cm.rca@coopi.org	75503199
Claudio Tarchi	Desk	tarchi@coopi.org	75589508

**BACKGROUND**

**1. Humanitarian context analysis**

Les Préfectures de la Ouaka et de la Haute-Kotto, fief des rebelles ex Séléka, ont particulièrement été touchée par la crise. Les villes de Ippy et Bria et les villages de l'axe, connaissent depuis les derniers mois des importants mouvements des populations qui engendrent des lourdes conséquences en terme de besoins humanitaires et de risques pour la protection des populations vulnérables, tandis que la présence réduite d'acteurs humanitaires rend la réponse très difficile. Aujourd'hui, après le forum de dialogue de Bangui et le déploiement de la force internationale avec une présence importante sur Bria, la situation semble plus calme et apaisée et des gestes de réconciliation entre chrétiens et musulmans ont été enregistrés même si sur l'axe Ippy-Bria, la situation sécuritaire demeure potentiellement volatile et dangereuse. COOPI, dans le cadre d'un projet de monitoring de protection financé par le CHF en septembre 2014 et toujours en cours, continue à enregistrer les mouvements des populations à Ippy et Bria et dans les villages situés le long de l'axe. C'est à cause des violences et conflits du passé, des déplacements continus des populations à la recherche de plus de sécurité, de la pression sur les populations locales, du manque de moyens de subsistance et d'assistance, que la zone nécessite une intervention d'urgence pour contribuer à réduire la vulnérabilité des populations et limiter les impacts négatifs sur le tissu socio-économique et sur la sécurité pour éviter des retombés à « tache d'huile » dans le reste du Pays. En effet, l'équipe de COOPI sur place a enregistré, dans les derniers mois, plusieurs cas de pillages et violences diverses contre les populations qui ont générés des déplacements importants sur l'axe et affectées les capacités productives et les différentes activités socio-économiques de la région. Dans la ville et les alentours de Bria, 100% des villages/quartiers répertorié par l'équipe de COOPI accueillent des IDPs et enregistrent une proportion élevé de population autochtone déplacé. Dans certains villages de la commune d'Ippy, les populations subissent constamment des actes de rançonnement, des viols, des tortures, des pillages, orchestrés par les groupes armés encore présents et actifs. La commune/sous-préfecture d'Ippy est encore militarisée. Les enquêtes menées par l'équipe de protection monitoring de COOPI montrent dans ce contexte la présence de plusieurs enfants non accompagnés ou séparés de leurs familles, des femmes victimes des violences basées sur le genre ainsi que un accroissement de la délinquance juvénile due au grand nombre des jeunes filles/garçons et adolescents désœuvrés ou qui n'ont jamais bénéficié d'opportunités éducatives. Les déplacements occasionnent des situations où les enfants se retrouvent sans parents ou tuteurs légaux. Le travail de monitoring a fait ressortir une importante présence de jeunes et adolescents désœuvrés à risque d'enrôlement dans différentes milices et/ou de tomber dans la délinquance juvénile ou les trafics de biens. Durant différents focus group, toutes les couches de la population ont exprimé leurs préoccupations face au danger d'enrôlement et ré enrôlement de la jeunesse de toute la zone. Dans le cadre des discussions avec les communautés et nos observations techniques, COOPI a recueilli le besoin d'une réponse spécifique, holistique et avec un approche communautaire face aux problèmes de protection des enfants, aux survivants de VBG et à l'encadrement et à la formation professionnelle des jeunes et adolescents vulnérables. Pour ce qui concerne le domaine de l'éducation, les besoins plus urgentes identifiés sont les suivants: - Activités socio-éducatives; - Alphabétisation et formation professionnelle pour les jeunes et les adolescents plus vulnérables ou à risque de l'être; - Activités de cohésion sociale ; - Éducation à la paix.

**2. Needs assessment**

La crise que la RCA a connue et connaît a eu comme répercussion directe et immédiate une perte d'accès à l'éducation, qui a limité les opportunités d'apprentissage et de développement personnel des enfants et des jeunes. Il est donc nécessaire de répondre à ces besoins urgents et d'assurer l'accès à la formation, surtout professionnelle, pour les jeunes et adolescents par le biais des cours de rattrapage, compétences pour la vie, programmes de cohésion sociale, sensibilisation des communautés et appui à la réinsertion économique des jeunes. Au niveau national on enregistre des disparités au niveau des préfectures et en détail pour le Nord de l'Ouham, la Nana-Grébizi et la Ouaka, soit le long de la ligne de front entre miliciens anti-balaka, combattants ex-Séléka et groupes d'éleveurs, moins de 40% des écoles sont fonctionnelles. (Source «Revue des données secondaires du premier semestre de l'année scolaire 2014-2015»). Dans les deux Préfectures cibles, l'éducation demeure donc assez problématique. Selon les enquêtes, l'absence des enseignants et le manque de matériels didactiques sont les principales raisons de fermeture des écoles dans les villages évalués. Viennent ensuite l'insécurité avec 40% et le manque de bâtiments scolaires avec un pourcentage de 20%. Selon l'étude sur l'état de l'éducation en République Centrafricaine à la fin du premier semestre - Avril 2015 du Cluster Éducation, les Préfectures où les écoles ont fonctionné le moins longtemps sont celles de la Nana-Grébizi, la Ouaka, l'Ouham et la Haute-Kotto (source: Cluster Education). Par ailleurs on note que dans l'Ouaka et la Haute Kotto, les enfants et jeunes ont perdus respectivement 13 et 11 semaines de cours, précédé seulement par la Nana-Gribizi avec 14 semaines perdues pendant le premier semestre. La capacité nationale au niveau local est basse du fait que les écoles manquent des enseignants. Nombreux d'entre eux avaient fui la guerre et les conflits inter-ethniques ou communautaires. Ajoutons à cela la faible production de cadres pédagogiques au niveau national. Néanmoins, certaines écoles sont opérationnelles avec un effectif réduit ne travaillant pas dans la ville de Bria et la commune d'Ippy. Cette situation impose à la communauté humanitaire l'urgence de soutenir l'accès à l'éducation, y compris la formation professionnelle, des adolescents et des jeunes. En effet selon les enquêtes sociales menées par COOPI en 2014 conjointement avec le Comité Préfectoral de la Jeunesse de la Haute-Kotto, il a été dénombré plus de 850 jeunes désœuvrés dont la tranche d'âge varie entre 20 à 30 ans soit 600 garçons et 250 filles. Cet effectif a été établi grâce au travail et à la collaboration des Comités de Jeunesse mis en place dans tous les quartiers de la ville (150 comités structurés de la jeunesse). En outre, en 2015 avec la mise en place du projet « OIM » (Occupation ex Combattants et Jeunes de la Communauté aux Petits Emplois Rémunérateurs) on a dénombré un effectif de 2743 désœuvrés dont 1800 garçons et 943 filles entre 20 et 30 ans. Pour ce qui concerne les adolescents entre 14 et 18 ans, avec le soutien des autorités locales on peut estimer 1098 filles et 914 garçons qui sont au dehors du système scolaire et qui ne travaillent pas dans la ville de Bria et ses alentours. Ces jeunes adolescents courent un fort risque de s'enrôler avec des groupes armés. Selon les données recueillies auprès de la Mairie de Ippy, dans la ville on compte 1.815 jeunes garçons et 2.233 jeunes filles désœuvrées ou dehors du système scolaire entre 20 et 30 ans et 500 jeunes adolescents entre 14 et 18 ans au dehors du système scolaire et du marché de travail, dont 300 garçons et 200 filles. Dans la ville de Ippy le Centre de Jeunes a été détruit pendant les événements qui ont secoués la ville.

### **3. Description Of Beneficiaries**

Les enquêtes menées par l'équipe du projet de monitoring et protection de COOPI montrent la présence de plusieurs enfants non accompagnés ou séparés de leurs familles, des femmes victimes des violences basées sur le genre ainsi que un accroissement de la délinquance juvénile. Par ailleurs, le monitoring a fait ressortir une forte présence de jeunes désœuvrés qui courent des forts risques d'enrôlement dans différentes milices et/ou de tomber dans la délinquance juvénile. Ceci seront donc les bénéficiaires de l'intervention de COOPI dans les villes de Bria, Ippy et l'axe reliant les deux villes à fin de leur garantir la possibilité de devenir indépendants et d'exprimer leur potentialités. Les bénéficiaires du projet seront : - 600 jeunes désœuvrés qui bénéficieront des cours d'alphabétisation, d'une formation professionnelle (éducation protectrice) et d'une éducation à la paix et à la cohésion sociale dont au moins 250 filles; - 200 enfants et jeunes bénéficieront des cours de rattrapage scolaire dont au moins 100 filles; - 6 RECOP bénéficieront de sessions de recyclage/formation; - 9.000 femmes et hommes dans les villes de Ippy, Bria et axe bénéficieront de la campagne de sensibilisations sur le droit à l'éducation et sur la cohésion sociale ; - 150 leaders communautaires et artisans dans les villes de Bria et Ippy sont sensibilisés sur la réinsertion professionnelle des jeunes bénéficiant de formation. Les bénéficiaires seront définis selon les critères de vulnérabilité en concertation avec les leaders communautaires. Tous les enfants atteints d'un handicap, quelle qu'en soit la gravité, ont droit à une éducation qui maximalise leurs potentialités et toute pratique limitant ce droit constitue une violation des articles 2 et 28 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Par ailleurs l'éducation des enfants handicapés doit être organisée de façon à assurer à ces enfants une intégration sociale aussi complète que possible (article 23.3) ; cela signifie que les enfants handicapés doivent être scolarisés autant que faire se peut dans le même établissement que les enfants non handicapés. Les règles pour l'égalisation des chances des handicapés disposent aussi que lorsque le système général ne répond pas encore aux besoins de tous les handicapés un enseignement spécial peut être envisagé et devrait répondre aux mêmes normes et ambitions que l'enseignement général sur le plan de la qualité et lui être étroitement lié. Au minimum, les élèves handicapés devraient bénéficier dans la même mesure des ressources allouées à l'enseignement que les élèves non handicapés. Certains groupes sont particulièrement victimes de discrimination dans l'éducation notamment les filles, les filles enceintes et allaitantes, les enfants des zones rurales, les enfants handicapés, les enfants en détention, les enfants victimes des forces et groupes armés, les groupes minoritaires. Depuis la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing 1995) ou ce phénomène a été pour la première fois dénoncé avec force reste encore un long chemin à accomplir pour lutter contre la faiblesse des effectifs féminins dans l'éducation par les coutumes, le travail des enfants, les mariages précoces, les violences VBG dont les filles sont souvent victimes dans une réalité d'urgence et post urgence comme celle qui est en train de vivre la RCA, les grossesses chez les adolescentes et les inégalités entre les sexes dans la société dans son ensemble tout comme dans la famille.

### **4. Grant Request Justification**

COOPI est déjà active dans la zone ciblée par la présente action à travers des programmes d'assistance humanitaire pour les réfugiés et les populations affectés par les conflits récurrents secouant la RCA et un projet de monitoring de l'état de la protection. COOPI est aussi présente sur l'axe Ippy-Bria (Préfecture de l'Ouaka et de la Haute Kotto) avec des interventions visant à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations affectées par la crise humanitaire. Les relations entretenues avec divers bailleurs et agences onusiennes constituent un point de départ pour la poursuite des actions proposées. COOPI a donc sur place des ressources humaines déjà formées qui pourront être recyclées pour ce projet tout en garantissant la faisabilité des activités dans la période prévue. Pour les activités de sensibilisation, on va utiliser du personnel qualifié ou avec expertise préalable dans le domaine de la cohésion sociale. Le Chef de Projet aura aussi la responsabilité de former/recycler le personnel. Dans le cadre du projet Kekereke, COOPI a construit une Maison des Jeunes dans la ville de Bria qui pourrait être utilisée comme base pour les activités du projet avec l'accord préalable de l'UNICEF. A Ippy COOPI a déjà développé des activités de formation dans des bâtiments en location qui seront utilisés pour les activités prévues. Les bénéficiaires de l'intervention seront les jeunes adolescents et jeunes désœuvrés dans les villes de Ippy et Bria, les leaders communautaires des villes de Ippy, Bria et axe (150 personnes) et les populations sensibilisées des villes de Ippy, Bria et axe (environ 9.000 personnes).

### **5. Complementarity**

Le projet sera en complémentarité avec les activités des autres acteurs présents sur le terrain, notamment NDA, Mercy Corps et CICR pour assurer la prise en charge des besoins d'urgence de la population. Les zones seront intéressées par le projet de l'UNICEF pour le Partenariat Mondial pour l'Education (PME). Ce sera Vitalite + dans la Ouaka et NDA dans la Haute-Kotto qui vont implémenter ce projet qui intéresse l'éducation du niveau fondamental. La coordination avec ces acteurs permettra de garantir une couverture des besoins en éducation dans les zones intéressées par le projet. En effet il y aura un travail synergique et complémentaire et de coordination à mettre en place ; dans le cas où les enfants vulnérables recensés sont en mesure de rentrer dans le circuit de l'éducation formelle, COOPI adressera ces enfants aux ONG qui sont partenaires du PME, par contre les enfants qui désormais sont en dehors de ce circuit bénéficieront des stratégies alternatives mis en place par ce projet pour leur garantir le droit à l'éducation et à la formation professionnelle. Vice versa on demandera aux ONG qui travaillent dans le cadre du PME de nous référer les enfants qui sont en dehors de l'apprentissage formel. Ce projet a été aussi conçu sur la base des informations qui ont été récoltées tout au long du projet COOPI de protection monitoring financé par le CHF et qui a couvert l'axe Bambari, Ippy et Bria. En effet selon ce projet au-delà des préoccupations de la population concernant la sécurité, les activités économiques et le travail comme la santé, c'est en effet l'éducation qui demeure comme un souci majeur pour la reprise d'une vie normale après la crise.

## LOGICAL FRAMEWORK

### Overall project objective

Promouvoir l'accès à l'éducation, y compris la formation professionnelle, des adolescents et jeunes vulnérables de Bria et Ippy.

### Education

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
2015 Obj 3 : Promouvoir l'accès à l'éducation, y compris la formation professionnelle, des adolescents et jeunes qui n'ont jamais bénéficié d'opportunités éducatives ou sont en dehors du système éducatif	Objectif 4 SRP-2015 : Faciliter les solutions durables pour les personnes déplacées et les réfugiés notamment dans les zones de retour ou de réintégration.	100

**Contribution to Cluster/Sector Objectives :** Le projet proposé veut contribuer à répondre à la crise complexe et continue de la RCA avec une intervention d'urgence multisectorielle de protection et éducation protectrice pour les groupes plus vulnérables de Bria, Ippy et axe. Le projet contribue à atteindre le deuxième objectif stratégique du SRP 2015 d'augmenter la protection des civiles y compris leurs droits fondamentaux en particulier ceux des enfants et des femmes. Le projet répond aux priorités sectorielles établies par le cluster éducation concernant les zones d'intervention et les activités à réaliser. En effet le projet cible les sous-Préfectures de Bria et Ippy, identifiées en tant que zone prioritaire pour l'urgence dans le HNO et dans le Document de la stratégie de la 2ème allocation standard, en donnant une réponse multi-sectorielle à la crise de protection qui affecte en particulier les droits fondamentaux et les perspectives futures pour les jeunes filles et garçons et les adolescents. Les activités prévues ciblent les filles/garçons, les jeunes et les adolescentes plus vulnérables, notamment les désœuvrées et/ou ces qui n'ont jamais bénéficié d'opportunités pour leur futur.

### Outcome 1

Garantir l'accès à l'éducation de base et à la formation professionnelle pour les enfants et les jeunes de 15 à 24 ans désœuvrés où n'ayant jamais eu l'opportunité d'étudier dans les villes de Ippy et Bria.

### Output 1.1

#### Description

750 dont 350 G et 400 F désœuvrés ont accès à une éducation de base et/ou une formation professionnelle.

#### Assumptions & Risks

##### Hypothèses:

La situation sécurité reste suffisamment stable pour permettre l'accès régulière à la zone du projet.  
Les autorités locales soutiennent la mise en œuvre des activités du projet.

##### Risques:

Le projet ne peut pas être réalisé dans la période prévue à cause de l'insécurité et des interruptions du travail.

### Activities

#### Activity 1.1.1

Identification des bénéficiaires (350 garçons et 400 filles) selon les critères de vulnérabilité en concertation avec les leaders communautaires. Analyse des opportunités de la réinsertion socioéconomique et professionnelle dans les communautés qui sont ciblées par ce projet et orienter les bénéficiaires dans le choix des filières

#### Activity 1.1.2

La méthodologie de la formation (horaires, contenu des modules de formation, mécanisme de placement auprès des artisans) sera établie dans un délai de 4 semaines après signature du contrat et en concertation avec les autorités éducatives (Direction de l'Enseignement Technique et Professionnel) aussi afin de faciliter leur redynamisation au niveau décentralisé, et en cohérence avec les termes de référence relatifs à l'élaboration d'une stratégie de restructuration des sous-secteurs de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Dans les zones où ils sont présents, les agents de la Direction de l'Enseignement Technique et Professionnel seront impliqués dans le développement de la méthodologie, du contenu et de la gestion des cours prévus dans le projet.

#### Activity 1.1.3

Cours d'alphabétisation et remise à niveau des jeunes désœuvrés dans les villes de Ippy et Bria.

#### Activity 1.1.4

Insertion des jeunes identifiées dans des ateliers des formations professionnelles auprès des Maîtres Artisans identifiés avec le soutien des leaders communautaires et en concertation avec la Direction de l'Enseignement Technique Formation Professionnelle et Secondaire Général.

### Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Education	750 jeunes (15-24 ans) ayant bénéficié d'activités éducatives (350 G - 400 F)					750
<b>Means of Verification</b> : Liste critères de sélectionne, # de réunions avec les leaders communautaires, documents/ rapport des activités du projet, photo.							
Indicator 1.1.2	Education	Nombre de jeunes (15-24 ans) ayant bénéficié d'activités éducatives de base : alphabétisation, calcul (données désagrégées par sexe) (ref SRP 3.1)	0	0	350	400	750
<b>Means of Verification</b> : Fiche de présence aux formations, Test pré – post activités de formation., rapport des activités du projet.							
Indicator 1.1.3	Education	# de EV de la communauté sont inscrits et fréquentent l'école à la fin du projet					225
<b>Means of Verification</b> : Fiche de présence aux formations, listes élèves inscrites dans les écoles, rapport des activités du projet.							
Indicator 1.1.4	Education	Nombre de jeunes (15-24 ans) ayant bénéficié d'activités éducatives de base : alphabétisation, calcul (données désagrégées par sexe) (ref SRP 3.1)	0	0	110	115	225
<b>Means of Verification</b> : Fiche de présence aux formations, Test pré – post activités de formation., rapport des activités du projet.							
Indicator 1.1.5	Education	Nombre de jeunes (16-24 ans) ayant bénéficié d'activités de formation professionnelle (ref SRP 3.2)	0	0	245	280	525
<b>Means of Verification</b> : Listes des Maitres Artisan identifiés et documentation des accords avec eux, outil de suivi et évaluation mensuel du projet, photo, rapport des activités, fiche de présence aux formations.							
<b>Output 1.2</b>							
<b>Description</b>							
525 jeunes désœuvrées sont insérées dans un programme de réinsertion socio - économique.							
<b>Assumptions &amp; Risks</b>							
<p>Hypothèses: La situation sécuritaire dans les zones d'intervention reste suffisamment stable pour permettre l'accès régulier à la zone d'intervention du projet. Les autorités locales soutiennent la mise en œuvre des activités du projet.</p> <p>Risques: Le projet ne peut pas être réalisé dans la période prévu à cause de l'insécurité et des interruptions du travail pour raisons sécuritaires.</p>							
<b>Activities</b>							
<b>Activity 1.2.1</b>							
Identification de 525 (245 Garçons et 280 Filles ?) de jeunes qui participent aux activités AGR							
<b>Activity 1.2.2</b>							
Formation de 525 bénéficiaires sur la gestion des activités génératrices des revenus.							
<b>Activity 1.2.3</b>							
Mise en place des activités génératrices de revenu en agriculture (cultures maraîchères), en élevage (porcs, caprins, bovins, aviculture, cyniculture,...) et en petit commerce à travers la remise des kits professionnels post formation aux bénéficiaires à la fin des formations et suivi et un appui conseil aux bénéficiaires pour une gestion autonome et durable des AGR avec le concours du bureau des affaires sociales.							
<b>Indicators</b>							
Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.2.1	Education	525 jeunes sont capables de gérés des activités génératrices des revenus					525
<b>Means of Verification</b> : Fiche de présence aux formations, outil de suivi et évaluation mensuel du projet, rapport des activités du projet.							
Indicator 1.2.2	Education	A la fin du projet au moins 75% des bénéficiaires des activités de formation professionnelles sont réinséré.					390
<b>Means of Verification</b> : Rapport finale d'évaluation							
Indicator 1.2.3	Education	Nombre de jeunes (16-24 ans) ayant bénéficié d'activités de formation professionnelle (ref SRP 3.2)	0	0	245	280	525
<b>Means of Verification</b> : Fiche de présence aux formations, outil de suivi et évaluation mensuel du projet, rapport des activités du projet.							
<b>Outcome 2</b>							
Réduire la vulnérabilité et le risque de délinquance et d'enrôlement où ré-enrôlement dans les groupes armées des jeunes filles et garçons grâce aux sensibilisations/éducation à la paix/ et à la participation de la communauté comme vecteur de reconstruction de la société centrafricaine.							

<b>Output 2.1</b>							
<b>Description</b>							
Le niveau de protection local des jeunes est assuré à travers une plus forte participation des communautés							
<b>Assumptions &amp; Risks</b>							
<b>Activities</b>							
<b>Activity 2.1.1</b>							
Formation du staff sur les principes de protection des EV, principes bases de VBG et mécanisme MRM.							
<b>Activity 2.1.2</b>							
Recyclage/formation concernant les principes bases de VBG et mécanisme MRM de 6 RECOP dans les villes de Ippy et Bria.							
<b>Activity 2.1.3</b>							
Sensibilisation de la population local sur les principes de protection des EV, principes bases de VBG et mécanisme MRM.							
<b>Activity 2.1.4</b>							
Campagne de sensibilisation sur la cohésion sociale et l'éducation à la paix sur l'axe Ippy-Bria et dans les villes.							
<b>Activity 2.1.5</b>							
Appui à la réinsertion économiques des bénéficiaires à travers la sensibilisation des MA, des ONGs, des leaders communautaires et des acteurs locaux dans les villes de Ippy et Bria.							
<b>Indicators</b>							
Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.1.1	Protection	Formation du staff sur les principes de protection des EV, principes bases de VBG et mécanisme MRM.					50
<b>Means of Verification</b> : Liste staff , programme de formation, documents/ rapport des activités du projet, photo.							
Indicator 2.1.2	Protection	% de personnes des RECOP auront connu les principes fondamentaux de protection					100
<b>Means of Verification</b> : Fiche de présence aux formations, pre – post test d'évaluation, rapport des activités du projet.							
Indicator 2.1.3	Protection	Nombre des personnes formés aux messages des cohésion sociale					9,956
<b>Means of Verification</b> : Rapport des activités du projet							
Indicator 2.1.4	Education	# des Maitres Artisan, représentants des ONGs locales et leaders communautaires sensibilisés pour la réinsertion économique des jeunes					150
<b>Means of Verification</b> : Rapport des activités du projet							
Indicator 2.1.5	Education	Nombre d'enfants, jeunes et enseignants / animateurs ayant bénéficié des activités de soutien psychosocial, mécanismes de protection et des formations aux messages qui sauvent des vies					9,956
<b>Means of Verification</b> : Rapport activités du projet							
<b>Additional Targets</b> :							
<b>M &amp; R</b>							
<b>Monitoring &amp; Reporting plan</b>							
Le monitoring et l'évaluation du projet sera effectué à deux niveaux: -Au niveau du terrain seront impliqués soit les équipes du projet soit les communautés des zones ciblées. Un plan de suivi sera mis en œuvre en fonction de la programmation initiale faite et conformément au chronogramme approuvé. -Au niveau de la coordination Pays de COOPI, le Chef de projet et les équipes seront supportées par le coordinateur psychologue de COOPI qui garantira la qualité du monitoring du projet. Les activités du projet seront suivies directement par les équipes du projet sous la supervision du Chef de Projet et des réunions soit hebdomadaires soit mensuelles seront réalisés à fin de mettre à jour les informations et la planification. Les superviseurs d'équipe assureront un suivi des APS et des animateurs sur le terrain. Le suivi des activités sur le terrain se traduira par la production continue de rapports de missions de terrain soumis pour validation au Coordinateur de programme. Chaque mois un rapport narratif sera transmis à la coordination et l'outil de suivi sera mis à jour par le Chef de Projet pour assurer la supervision et le suivi des indicateurs. Le Chef de projet à partir de la base COOPI de Bria se déplacera sur le terrain dans les deux zones d'intervention pour vérifier les données, l'implication des communautés et l'implémentation et le suivi de l'intervention. Le Chef de Mission est le responsable final de l'action et veillera à ce que la mise en place des activités correspond aux engagements établis dans le contrat.							
<b>Workplan</b>							

Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Activity 1.1.1: Identification des bénéficiers (350 garçons et 400 filles) selon les critères de vulnérabilité en concertation avec les leaders communautaires. Analyse des opportunités de la réinsertion socioéconomique et professionnelle dans les communautés qui sont ciblés par ce projet et orienter les bénéficiaires dans le choix des filières	2015									X	X	X	
	2016												
Activity 1.1.2: La méthodologie de la formation (horaires, contenu des modules de formation, mécanisme de placement auprès des artisans) sera établi dans un délai de 4 semaines après signature du contrat et en concertation avec les autorités éducatives (Direction de l'Enseignement Technique et Professionnel) aussi afin de faciliter leur redynamisation au niveau décentralisé, et en cohérence avec les termes de référence relatifs à l'élaboration d'une stratégie de restructuration des sous-secteurs de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Dans les zones où ils sont présents, les agents de la Direction de l'Enseignement Technique et Professionnel seront impliqués dans le développement de la méthodologie, du contenu et de la gestion des cours prévus dans le projet.	2015									X			
	2016												
Activity 1.1.3: Cours d'alphabétisation et remise à niveau des jeunes désœuvrés dans les villes de Ippy et Bria.	2015										X	X	X
	2016	X	X	X									
Activity 1.1.4: Insertion des jeunes identifiées dans des ateliers des formations professionnelles auprès des Maitres Artisan identifiés avec le soutien des leaders communautaires et en concertation avec la Direction de l'Enseignement Technique Formation Professionnelle et Secondaire General.	2015											X	X
	2016	X	X	X	X	X							
Activity 1.2.1: Identification de 525 (245 Garçons et 280 Filles ?) de jeunes qui participent aux activités AGR	2015									X	X	X	
	2016												
Activity 1.2.2: Formation de 525 bénéficiaires sur la gestion des activités génératrices des revenus.	2015									X	X		
	2016												
Activity 1.2.3: Mise en place des activités génératrices de revenu en agriculture (cultures maraichères), en élevage (porcs, caprins, bovins, aviculture, cuniculture, ...) et en petit commerce à travers la remise des kits professionnels post formation aux bénéficiaires à la fin des formations et suivi et un appui conseil aux bénéficiaires pour une gestion autonome et durable des AGR avec le concours du bureau des affaires sociales.	2015									X	X	X	X
	2016	X	X	X	X								
Activity 2.1.1: Formation du staff sur les principes de protection des EV, principes bases de VBG et mécanisme MRM.	2015									X	X	X	X
	2016	X											
Activity 2.1.2: Recyclage/formation concernant les principes bases de VBG et mécanisme MRM de 6 RECOP dans les villes de Ippy et Bria.	2015									X	X	X	X
	2016	X											
Activity 2.1.3: Sensibilisation de la population local sur les principes de protection des EV, principes bases de VBG et mécanisme MRM.	2016	X	X										
	2015										X	X	X
Activity 2.1.4: Campagne de sensibilisation sur la cohésion sociale et l'éducation à la paix sur l'axe Ippy-Bria et dans les villes.	2015											X	X
	2016	X	X										
Activity 2.1.5: Appui à la réinsertion économiques des bénéficiaires à travers la sensibilisation des MA, des ONGs, des leaders communautaires et des acteurs locales dans les villes de Ippy et Bria.	2015												
	2016		X	X	X	X							
<b>OTHER INFO</b>													
<b><u>Accountability to Affected Populations</u></b>													

Le projet sera mis en œuvre avec une approche communautaire et participatif basé sur une planification bien définie et une définition claire des responsabilités. Cette approche dépend de la participation communautaire soit pour la mise en œuvre que pour la pérennisation de l'action. Les autorités et leaders locaux doivent encourager une mobilisation communautaire pour offrir des conditions de travail efficaces et assurer la continuité de l'action.

Le projet, prévoit une approche fortement basé sur la communauté, qui dépend de l'implication de la communauté même soit pour la mise en œuvre que pour le suivi en vue de sa pérennisation. Les autorités et leaders locaux seront encouragé à la mobilisation communautaire pour offrir des conditions de travail efficaces.

Grace aux interventions déjà développés par COOPI dans la zone, on peut dire qu'existe déjà un dialogue ouvert, une collaboration active et une implication des autorités locales dans les activités de projet que nous réalisons.

Le recyclage/formation des RECOPE permettra de garantir le suivi des enfants et des jeunes et adolescents pendant la durée du projet et dans les mois après. Des rapports seront rédigés périodiquement par les RECOPE avec la supervision du staff de projet.

La stratégie de sortie adoptée se base sur le renforcement de la résilience des populations. L'approche globale de la résilience institutionnelle et humaine repose fondamentalement sur les spécificités ancrées dans un environnement social d'où émergent nécessairement des pratiques humaines et institutionnelles, permettant de résister aux chocs endogènes et exogènes déstabilisant l'organisation des rapports économiques et sociaux sur un territoire donné. La résilience que l'on pourrait définir comme étant des capacités propres d'une population à participer au développement social et économique d'un espace territorial qu'elle reconnait en tant que telle comme son lieu de vie et d'appartenance. Ainsi, en accord avec de pratiques existantes et réelles, il devient possible d'élever le niveau de résistance à ces chocs afin de maîtriser, par exemple, un environnement qui se dégrade en raison des chocs naturels de grandes amplitudes, mais aussi déstabilisé par des conflits internes.

Pour ce faire, la prise en compte de la résilience s'opère par un appui d'une part, aux acteurs, leurs engagements institutionnels et politiques, coopèrent à la stabilisation, à la sécurité des habitants de cet espace, et au développement économique, sociale, et du système éducatif. Ainsi, par la mise en place de leviers sécurisants, les acteurs institutionnels assurent une protection à la population, et permettent ainsi aux opérateurs économiques de déployer des marchés offrant des biens et des services à la population. L'éducation est un de ces pilier pour prévenir, voir éviter des futures chocs tout comme le renforcement de la resiliance institutionnelle via le renforcement des acteurs locaux.

Le recyclage/formation des RECOPE permettra de garantir le suivi des enfants et des jeunes et adolescents pendant la durée du projet et dans les mois suivants. Des rapports seront rédigés périodiquement par les RECOPE avec la supervision du staff de projet. En rapport au staff COOPI, sera d'abord formé par le chef de projet et d'autres personnes ressources et constamment suivi et accompagné pendant toute la durée du projet à fin d'analyser les problèmes qui se présentent et trouver des solutions viables. Des séances de débriefing hebdomadaires aideront le staff à augmenter les compétences via des analyses qui leur permettrons de mieux répondre aux besoins et difficultés qui rencontrèrent dans leur travail de terrain. Un mécanisme de plainte sera aussi mis en place pour pouvoir faire remonter l'information à haute niveau et sera l'occasion pour la réflexion et recherche de solutions. Un expert COOPI externe pourra être aussi le point de repère pour des situations complexes qui pourront se présenter.

#### **Implementation Plan**

COOPI dispose déjà du personnel local formé dans les zones ciblées par le projet. Le personnel expatrié est déjà en cours d'être recruté au niveau du siège. Pour ce qui concerne les animateurs, 1 mois de démarrage est prévu pour assurer leur recrutement au niveau local. Le staff COOPI sera périodiquement évalué en rapport à leur capacité et leurs performances comme prévu par notre règlement intérieur à fin de mettre voir les points de faiblesse qui nécessitent un renforcement.

COOPI impliquera du principe de l'intervention la Direction de l'Enseignement Technique Formation Professionnelle et Secondaire General et les Centres Reseau d'Education et de Formation pour les informer des activités et faciliter leur redynamisation au niveau décentralisé, tout en cohérence avec les termes de référence relatifs à l'élaboration d'une stratégie de restructuration des sous-secteurs de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. COOPI, en concertation avec la Direction et les Centres vérifiera la possibilité de collaboration dans les zones ciblées par le projet afin d'assurer la participation des acteurs actives à niveau décentralisé et la proximité de la réponse aux bénéficiaires. La ou possible, les agents de la Direction seront impliqués dans le développement de la méthodologie, du contenu et de la gestion des cours prévus dans le projet.

Afin de faciliter la pérennisation des résultats de l'action, COOPI appuiera la réinsertion des bénéficiaires par le biais de la mise en connexion avec le réseau des Maitres Artisans, des ONGs et des acteurs locales. Des journées de sensibilisation seront organisés pour faciliter les adolescents bénéficiaires des activités de formation professionnelle dans leur réinsertion économique et pour leur permettre de mettre en œuvre ce qu'ils ont appris dans la pratique avec les Maitres Artisans.

Les activités du projet devront démarrer en septembre et vont se coordonner avec la rentrée scolaire qui est prévue pour le 15 septembre. Les enfants en age d'etre scolarisé seront réinséré à l'école et pourront atteindre les cours de rattrapage pendant les après-midi.

#### **Coordination with other Organizations in project area**

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
--------------------------	---

#### **Environment Marker Of The Project**

#### **Gender Marker Of The Project**

2a- The project is designed to contribute significantly to gender equality

#### **Justify Chosen Gender Marker Code**

Dans les formations professionnelles nous seront vigilant à ce qu'une participation d'au moins 50% des filles soit assurée. Dans le programme de sensibilisation de la communauté sur la protection de l'enfance et le VBG l'accent sera mis sur la participation des femmes aux séances de sensibilisation. Les animateurs ou staff COOPI travailleront avec des femmes et des filles de la communauté pour assurer l'identification des filles déscolarisées ou plus vulnérables, qui sont souvent difficiles à identifier parce qu'elles sont plus exposé aux risques de ne pas avoir accès à l'instruction. COOPI a soutenu la mise en place de 2 Comités de Femmes, 1 à Bria et 1 à Ippy, chacun composé par 10 femmes. Les Comités travaillent en collaboration avec les Mairies et ont reçu des formations par l'équipe de COOPI sur le VBG et les principes de protection. Ils seront impliqués dans l'identification des jeunes filles et garçons plus vulnérables et dans les activités de sensibilisation communautaire sur la cohésion sociale.

#### **Protection Mainstreaming**

Le projet vise à donner une réponse multisectorielle pour la promotion de l'accès à l'éducation pour les jeunes filles/garçons et adolescents désœuvrés et/ou qui n'ont jamais bénéficié d'opportunités éducatives.

La formation professionnelle vise à favoriser l'autonomisation des jeunes et adolescents, tant pour les filles que pour les garçons, en réduisant leur vulnérabilité et le risque de délinquance et d'enrôlement ou re-enrôlement dans les groupes armés.

La réinsertion des filles, garçons, jeunes et adolescents plus vulnérables implique aussi de travailler pour l'éducation à la paix avec la participation de la communauté comme vecteur de reconstruction de la société centrafricaine.

Ce projet apporte une réponse aux problèmes d'enrôlement des enfants/ jeunes aux groupes armés qui continuent à secouer la zone. Il répond aussi au besoin de prévention en termes de renforcement du MRM.

Le projet vise à mettre en application l'article 39 de la Convention des droits de l'enfant qui concerne la réadaptation des enfants victimes en utilisant comme pivot l'élément éducation à fin de faciliter la réadaptation psychologique et la réinsertion sociale de tout enfant qui a été victime de toute forme de négligence, d'exploitation ou de services ou toute autre forme de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou de conflit armé. Cette réadaptation et cette réinsertion se dérouleront dans des conditions qui favorisent le respect de soi et la dignité de l'enfant. Les différents programmes d'action des différents Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle et d'autres formes de violence ont mis toujours l'accent sur les services d'aide sociale, médicale et psychologique ou autre pour les enfants victimes mais aussi sur l'importance d'offrir des moyens alternatifs de vie aux enfants victimes qui puissent leur permettre de repartir et recommencer dans la vie après l'événement traumatique vécu. La nécessité particulière d'une réadaptation à la vie « normale » s'impose et l'éducation et la formation professionnelle peuvent être une porte d'entrée.

Le projet va offrir des services aux bénéficiaires qui seront géré avec le soutien des autorités locales et des réseaux des artisans locales afin d'assurer l'implication de la communauté et de lancer un processus qui pourrait perdurer après la fin du projet.

### Country Specific Information

#### Safety and Security

Compte tenu de la situation sécuritaire, l'impact des actions menées sera pris en compte à fin de neutraliser l'exposition aux risques de protection des bénéficiaires du projet. La mise en place et réalisation du projet prendra en compte les différents degrés de besoins des couches sociales à fin d'envisager une réponse adaptée. Une analyse approfondie des besoins permettra de relever dans quelle mesure et forme la situation d'urgence et/ou de déplacement affecte les groupes touchés par une vulnérabilité.

Pour garantir la sécurité de l'intervention de notre équipe, le volet visibilité sera encouragé.

Un plan de contingence et d'évacuation est constamment mis à jour en collaboration avec la logistique au niveau de Bangui  
COOPI participera aux réunions de coordination périodique au niveau local sur la sécurité pour monitorer le degré de sécurité, les risques possibles et les alertes.

#### Access

La sécurité dans les zones d'intervention représente le majeur préalable pour atteindre les objectifs du projet, soit pour l'accessibilité aux zones cibles, soit pour l'afflux/reflux de retournés et/ou déplacés, avec des conséquences sur la pression interne sur les ressources humaines et les infrastructures éducatives, comme pour l'acheminement du matériel.

En cas d'une dégradation importante de la situation sécuritaire entraînant l'évacuation du staff expatrié le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national sur la base d'un plan de travail élaboré et d'un plan d'action préconçu et mis à jour avec la supervision et l'appui du siège central et de la coordination de Bangui.

La coordination de COOPI (administration, logistique, points focaux sectoriels, chef de mission) est en appui à la mise en œuvre des activités et à la réalisation des résultats conformément au plan de travail du projet, et aux prévisions administratives.

L'accessibilité des personnes est conditionnée par la disponibilité régulière des vols UNHAS, seul moyen de transport fiable et sécurisé actuellement.

### BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
1.1	Chef de projet/Psychologue	D	1	6000	9	100%	54,000.00
	<i>L'implication d'un chef de projet avec une formation en psychologie facilitera les activités de formation du staff et des des RECOP</i>						
1.2	Admin/log	D	1	6000	9	80%	43,200.00
	<i>L'implication d'un admin/log en pourcentage sur le projet assurera la gestion correcte du projet du point de vue administratif et logistique</i>						
1.3	Responsable sécurité	S	1	6000	8	5%	2,400.00
	<i>En cas d'une dégradation importante de la situation sécuritaire entraînant l'évacuation du staff expatrié le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national sur la base d'un plan de travail élaboré et d'un plan d'action préconçu et mis à jour avec la supervision et l'appui du siège central et de la coordination de Bangui.</i>						
1.4	Comptable base	S	1	400	9	100%	3,600.00
	<i>Le comptable et le logisticien seront affectés au 100% dans le projet afin de garantir la correcte gestion des achats, gestion du dépôt et de la comptabilité du projet. Le projet CHF sera le seul projet mis en œuvre dans la zone pour le moment. Au cas ou d'autres projets seront approuvés dans la zone, on pourra effectuer une demande de modification budgétaire afin de partager les couts.</i>						
1.5	Logisticien base	S	1	400	9	100%	3,600.00
	<i>Le comptable et le logisticien seront affectés au 100% dans le projet afin de garantir la correcte gestion des achats, gestion du dépôt et de la comptabilité du projet. Le projet CHF sera le seul projet mis en œuvre dans la zone pour le moment. Au cas ou d'autres projets seront approuvés dans la zone, on pourra effectuer une demande de modification budgétaire afin de partager les couts.</i>						
1.6	Mecanicien	S	1	450	9	100%	4,050.00
	<i>La base de Briá est très éloignée de la capitale et on a besoin d'assurer la présence d'un mécanicien pour la maintenance du générateur, des motos et des véhicules.</i>						

1.7	Superviseurs Education	D	2	600	9	100%	10,800.00
	<i>1 pour Bria et 1 pour Ippy pour superviser l'ensemble des activités du projet</i>						
1.8	Animateurs	D	4	260	8	100%	8,320.00
	<i>3 à Bria et 1 à Ippy</i>						
1.9	Chaffeur	D	1	320	9	100%	2,880.00
	<i>Basé à Bria</i>						
1.10	Gardien base	S	4	200	9	100%	7,200.00
	<i>Les gardiens serviront pour surveiller la base de Bria qui servira comme base de bureau et maison.</i>						
1.11	Agent d'entretien	S	1	200	9	100%	1,800.00
	<i>Basé à Bria</i>						
1.12	Chef de Mission/Coordinateur Régional	S	1	6000	9	10%	5,400.00
	<i>Assurera la supervision du projet.</i>						
1.13	Chargé suivi et évaluation	S	1	6000	9	10%	5,400.00
	<i>Assurera le suivi et l'évaluation de la performance du projet</i>						
1.14	Coordinateur Logistique	S	1	6000	9	10%	5,400.00
	<i>Basé à Bangui</i>						
1.15	Chargé communication	S	1	650	9	10%	585.00
	<i>Communication internationale</i>						
1.16	Logisticien senior coordination	S	1	700	9	10%	630.00
	<i>Basé à Bangui</i>						
1.17	Secrétaire coordination	D	1	500	9	20%	900.00
	<i>Basé à Bangui</i>						
1.18	Comptable coordination	S	1	700	9	10%	630.00
	<i>Basé à Bangui</i>						
1.19	Gardien bureau Bangui	S	1	500	9	20%	900.00
1.20	Operateur radio	S	1	400	9	10%	360.00
	<i>Assurera la communication entre les bases impliquées dans le projet.</i>						
1.21	Maitres artisan	D	6	100	8	100%	4,800.00
	<i>4 à Bria et 2 à Ippy sélectionné selon la procédure prévue</i>						
1.22	Enseignants cours de rattrapage	D	2	100	8	100%	1,600.00
	<i>1 à Ippy et 1 à Bria</i>						
1.23	Coordinateur administration	S	1	6000	9	10%	5,400.00
	<b>Section Total</b>						<b>173,855.00</b>
<b>Supplies, Commodities, Materials</b>							
2.1	Kits pour les équipes	D	6	30	1	100%	180.00
	<i>Sac à dos, bottes, imperméables, etc.</i>						
2.2	Papeterie bureau	D	1	450	9	100%	4,050.00
	<i>Papeterie pour le bureau (cahier, stylo, ramette de papier...)</i>						
2.3	Kit RECOP	D	6	40	1	100%	240.00

	<i>Sac à dos, bottes, imperméables, etc.</i>						
2.4	Kits formation metier	D	525	80	1	100%	42,000.00
	<i>Selon le choix du metier fait par l'enfant/adolescent</i>						
2.5	Kits alphabetization	D	750	10	1	100%	7,500.00
	<i>Cahier, stylo, livre</i>						
2.6	Carburant vehicule	D	1	750	9	100%	6,750.00
2.7	Carburant/entretien motos	D	2	190	9	100%	3,420.00
2.8	Carburant/entretien generateur	D	1	900	9	100%	8,100.00
2.9	Visibilité et communication	D	1	1500	1	100%	1,500.00
	<i>T-shirts, gilets, panneaux</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>73,740.00</b>
<b>Equipment</b>							
3.1	Ordinateurs et accessoires informatique	D	4	1000	1	100%	4,000.00
	<i>Ordinateurs et accessoires pour Chef de projet, Admin/log et 2 Superviseurs.</i>						
3.2	Imprimante	D	1	1100	1	100%	1,100.00
	<i>Le projet CHF sera le seul projet mis en œuvre dans la zone pour le moment. Au cas ou d'autres projets seront approuvés dans la zone, on pourra effectuer une demande de modification budgétaire afin de partager les couts.</i>						
3.3	Moto équipe	D	2	1600	1	100%	3,200.00
	<i>Les motos serviront pour les supervisions et seront mis à la disposition des superviseurs. Les animateurs et le logisticien utiliseront des motos mis à disposition par COOPI.</i>						
3.4	Groupe electrogene	D	1	7000	1	100%	7,000.00
	<i>COOPI dispose déjà d'un groupe électrogène qui sera mis à la disposition du projet. Compte tenu que dans la ville de Bria il n'y a pas de courant, il est nécessaire d'avoir un deuxième groupe électrogène d'appui. Chaque base est équipée avec 2 groupes électrogènes afin de garantir la sécurité. Au présent la base de Bria ne dispose que d'un seul groupe dont il est nécessaire de proceder avec l'achat d'un groupe de soutien.</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>15,300.00</b>
<b>Contractual Services</b>							
4.1	Loyer bureau Bria	D	1	800	9	100%	7,200.00
	<i>Le projet CHF sera le seul projet mis en œuvre dans la zone pour le moment. Au cas ou d'autres projets seront approuvés dans la zone, on pourra effectuer une demande de modification budgétaire afin de partager les couts.</i>						
4.2	Loyer bureau Bangui	S	1	2000	9	20%	3,600.00
4.3	Location camion	D	3	4200	1	100%	12,600.00
	<i>Nécessaire pour le transport du matériel pour les activités</i>						
4.4	Location voiture	D	1	4000	9	90%	32,400.00
	<i>Pour les mouvements entre Bria et Ippy.</i>						
4.5	Location Ippy	D	1	125	8	100%	1,000.00
	<i>Location d'une chambre pour le staff pour 15 jour par mois. COOPI ne dispose pas d'une base sur Ippy.</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>56,800.00</b>
<b>Travel</b>							
5.1	Vol internationaux	D	3	1350	1	100%	4,050.00
	<i>Chef de Projet et Admin/log</i>						

5.2	Vol UNHAS	D	23	120	1	100%	2,760.00
	<i>Pour transfert personnel et matériel</i>						
5.3	Frais de mission	D	1	120	9	100%	1,080.00
	<i>Pour mission personnel</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>7,890.00</b>
<b>General Operating and Other Direct Costs</b>							
7.1	Recyclage RECOP	D	6	13	3	100%	234.00
	<i>Activité couverte 100% dans ce projet</i>						
7.2	Sensibilisation communautaire sur la cohésion sociale	D	1	1000	1	100%	1,000.00
	<i>Activité couverte 100% dans ce projet compte tenu que le projet de Protection Monitoring va terminer en sept 15.</i>						
7.3	Frais bancaires	D	1	20	9	100%	180.00
7.4	Entretien maison bureau	D	1	140	9	100%	1,260.00
	<i>Le projet CHF sera le seul projet mis en œuvre dans la zone pour le moment. Au cas ou d'autres projets seront approuvés dans la zone, on pourra effectuer une demande de modification budgétaire afin de partager les couts.</i>						
7.5	Frais de communication	D	1	1000	9	100%	9,000.00
	<i>Internet, téléphone, etc.</i>						
7.6	Mission de monitoring et évaluation HQ	D	1	3500	1	100%	3,500.00
	<i>Mission de monitoring du siège pour assurer la qualité des résultats.</i>						
7.7	Sensibilisation pour la réinsertion économiques des bénéficiaires (100 personnes à Bria et 50 à lppy)	D	1	1500	1	100%	1,500.00
	<i>Activité couverte 100% dans ce projet</i>						
7.8	Location bâtiment lppy	D	1	200	8	100%	1,600.00
	<i>Location d'un bâtiment pour les cours de formation à lppy, déjà équipé</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>18,274.00</b>
<b>SubTotal</b>			1384				<b>345,859.00</b>
Direct							294,904.00
Support							50,955.00
<b>PSC Cost</b>							
PSC Cost Percent							7%
PSC Amount							24,210.13
<b>Total Cost</b>							<b>370,069.13</b>
Audit Cost						1%	3,701.00
<b>Grand Total CHF Cost</b>							<b>373,770.13</b>

**Project Locations**

Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Ouaka -> Ippy	30	1,152	1,152	135	150	2,589	<p>Activity 1.1.1 : Identification des bénéficiaires (350 garçons et 400 filles) selon les critères de vulnérabilité en concertation avec les leaders communautaires. Analyse des opportunités de la réinsertion socioéconomique et professionnelle dans les communautés qui sont ciblées par ce projet et orienter les bénéficiaires dans le choix des filières</p> <p>Activity 1.1.2 : La méthodologie de la formation (horaires, contenu des modules de formation, mécanisme de placement auprès des artisans) sera établi dans un délai de 4 semaines après signature du contrat et en concertation avec les autorités éducatives (Direction de l'Enseignement Technique et Professionnel) aussi afin de faciliter leur redynamisation au niveau décentralisé, et en cohérence avec les termes de référence relatifs à l'élaboration d'une stratégie de restructuration des sous-secteurs de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Dans les zones où ils sont présents, les agents de la Direction de l'Enseignement Technique et Professionnel seront impliqués dans le développement de la méthodologie, du contenu et de la gestion des cours prévus dans le projet.</p> <p>Activity 1.1.3 : Cours d'alphabétisation et remise à niveau des jeunes désœuvrés dans les villes de Ippy et Bria.</p> <p>Activity 1.1.4 : Insertion des jeunes identifiées dans des ateliers des formations professionnelles auprès des Maîtres Artisan identifiés avec le soutien des leaders communautaires et en concertation avec la Direction de l'Enseignement Technique Formation Professionnelle et Secondaire General.</p> <p>Activity 1.2.1 : Identification de 525 (245 Garçons et 280 Filles ?) de jeunes qui participent aux activités AGR</p> <p>Activity 1.2.2 : Formation de 525 bénéficiaires sur la gestion des activités génératrices des revenus.</p> <p>Activity 1.2.3 : Mise en place des activités génératrices de revenu en agriculture (cultures maraîchères), en élevage (porcs, caprins, bovins, aviculture, cuniculture,...) et en petit commerce à travers la remise des kits professionnels post formation aux bénéficiaires à la fin des formations et suivi et un appui conseil aux bénéficiaires pour une gestion autonome et durable des AGR avec le concours du bureau des affaires sociales.</p> <p>Activity 2.1.1 : Formation du staff sur les principes de protection des EV, principes bases de VBG et mécanisme MRM.</p> <p>Activity 2.1.2 : Recyclage/formation concernant les principes bases de VBG et mécanisme MRM de 6 RECOP dans les villes de Ippy et Bria.</p> <p>Activity 2.1.3 : Sensibilisation de la population local sur les principes de protection des EV, principes bases de VBG et mécanisme MRM.</p> <p>Activity 2.1.4 : Campagne de sensibilisation sur la cohésion sociale et l'éducation à la paix sur l'axe Ippy-Bria et dans les villes.</p> <p>Activity 2.1.5 : Appui à la réinsertion économiques des bénéficiaires à travers la sensibilisation des MA, des ONGs, des leaders communautaires et des acteurs locales dans les villes de Ippy et Bria.</p>

Haute Kotto -> Bria	70	3,351	3,351	315	350	7,367	<p>Activity 1.1.1 : Identification des bénéficiaires (350 garçons et 400 filles) selon les critères de vulnérabilité en concertation avec les leaders communautaires. Analyse des opportunités de la réinsertion socioéconomique et professionnelle dans les communautés qui sont ciblées par ce projet et orienter les bénéficiaires dans le choix des filières</p> <p>Activity 1.1.2 : La méthodologie de la formation (horaires, contenu des modules de formation, mécanisme de placement auprès des artisans) sera établi dans un délai de 4 semaines après signature du contrat et en concertation avec les autorités éducatives (Direction de l'Enseignement Technique et Professionnel) aussi afin de faciliter leur redynamisation au niveau décentralisé, et en cohérence avec les termes de référence relatifs à l'élaboration d'une stratégie de restructuration des sous-secteurs de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Dans les zones où ils sont présents, les agents de la Direction de l'Enseignement Technique et Professionnel seront impliqués dans le développement de la méthodologie, du contenu et de la gestion des cours prévus dans le projet.</p> <p>Activity 1.1.3 : Cours d'alphabétisation et remise à niveau des jeunes désœuvrés dans les villes de Ippy et Bria.</p> <p>Activity 1.1.4 : Insertion des jeunes identifiées dans des ateliers des formations professionnelles auprès des Maitres Artisan identifiés avec le soutien des leaders communautaires et en concertation avec la Direction de l'Enseignement Technique Formation Professionnelle et Secondaire General.</p> <p>Activity 1.2.1 : Identification de 525 (245 Garçons et 280 Filles ?) de jeunes qui participent aux activités AGR</p> <p>Activity 1.2.2 : Formation de 525 bénéficiaires sur la gestion des activités génératrices des revenus.</p> <p>Activity 1.2.3 : Mise en place des activités génératrices de revenu en agriculture (cultures maraîchères), en élevage (porcs, caprins, bovins, aviculture, cuniculture,...) et en petit commerce à travers la remise des kits professionnels post formation aux bénéficiaires à la fin des formations et suivi et un appui conseil aux bénéficiaires pour une gestion autonome et durable des AGR avec le concours du bureau des affaires sociales.</p> <p>Activity 2.1.1 : Formation du staff sur les principes de protection des EV, principes bases de VBG et mécanisme MRM.</p> <p>Activity 2.1.2 : Recyclage/formation concernant les principes bases de VBG et mécanisme MRM de 6 RECOP dans les villes de Ippy et Bria.</p> <p>Activity 2.1.3 : Sensibilisation de la population local sur les principes de protection des EV, principes bases de VBG et mécanisme MRM.</p> <p>Activity 2.1.4 : Campagne de sensibilisation sur la cohésion sociale et l'éducation à la paix sur l'axe Ippy-Bria et dans les villes.</p> <p>Activity 2.1.5 : Appui à la réinsertion économiques des bénéficiaires à travers la sensibilisation des MA, des ONGs, des leaders communautaires et des acteurs locales dans les villes de Ippy et Bria.</p>
---------------------	----	-------	-------	-----	-----	-------	---

## Documents

Category Name	Document Description
Project Supporting Documents	SB.docx
Project Supporting Documents	COOPI RAPPORT AVRIL 2015 BRIA PM CHF.docx
Project Supporting Documents	Enquete 1er semestre scolaire 2014-15.pdf
Project Supporting Documents	Lettre Direction sur l'éducation non formelle.pdf